

3. régimes de retraite complémentaire du salarié

Cochez la ou les cases concernées

☐ Régime AGIRC-ARRCO ☐ CRPN ☐ Autres (précisez) : _____

☒ IRCANTEC ☐ CNBF _____

■ En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse (maladie ou vieillesse) : _____

■ Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? ☐ oui ☒ non

4. emploi

■ Durée d'emploi salarié du 0 1 0 9 2 0 2 5 au 1 1 1 0 2 0 2 5

■ Date de fin initiale du CDD (à préciser obligatoirement si la date de rupture du contrat est antérieure à la date fixée initialement) 1 1 1 0 2 0 2 5

■ Dernier emploi tenu : Adjoint technique territorial _____ Dernier lieu de travail (pays) : AUSSAC VADALLE Dépt. 1 6

■ Ancienneté dans l'entreprise : ☒ moins d'1 an ☐ entre 1 an et moins de 2 ans ☐ au moins 2 ans

■ Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle : _____

■ Préavis : ☐ effectué du _____ au _____

☐ non effectué { ☐ payé du _____ au _____
☐ non payé du _____ au _____

(motif) : _____

■ Catégorie d'emploi particulier :

☐ travailleur à domicile ☐ employé de maison ☐ assistant(e) maternel(le), garde d'enfant

☐ autre (préciser) _____

■ Horaire de travail : Heure

- salarié au forfait ☐ oui ☒ non Précisez : ☐ convention de forfait en heures ☐ convention de forfait en jours
hebdomadaire mensuel annuel

- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : 1 6 . 4 3 ou _____ ou _____

- du salarié : 1 6 . 4 3 ou _____ ou _____

- motif en cas de différence : ☐ travail à temps partiel
☐ autre motif (précisez) : _____

4. emploi

■ Nature du contrat : ☐ contrat à durée indéterminée ☒ contrat à durée déterminée

■ Contrat de type particulier : ☐ apprentissage ☐ professionnalisation ☐ CUI-CIE ☐ CUI-CAE

☐ contrat d'engagement éducatif ☐ emploi d'avenir ☐ autre (précisez) : _____

■ Périodes de suspension du contrat de travail ni rémunérées ni indemnisées :

☐ Congé sabbatique du _____ au _____

☐ Congé sans solde et assimilé du _____ au _____

☐ Période de disponibilité des trois fonctions publiques du _____ au _____

☐ Autre période d'emploi ni rémunérée ni indemnisée
(désertion dans les armées, suspension pour motif sanitaire...) du _____ au _____

■ Périodes d'absence du salarié au cours des 25 derniers mois de salaire ou 37 derniers mois si le salarié a 55 ans et plus au moment de la fin de contrat :

☐ Arrêt maladie du _____ au _____

du _____ au _____

du _____ au _____

du _____ au _____

du _____ au _____

☐ Congé maternité du _____ au _____

☐ Congé paternité du _____ au _____

☐ Congé d'adoption du _____ au _____

☐ Congés payés pris et financés par une caisse professionnelle du _____ au _____

☐ Périodes d'activité partielle ou activité partielle de longue durée :

du _____ au _____

du _____ au _____

du _____ au _____

du _____ au _____

4. emploi

du au

du au

du au

☐ Autre(s) motif(s) (précisez le motif, à partir de la liste des motifs réglementaires d'absence du salarié)

du au

du au

du au

■ Statut particulier : ☐ gérant ☐ administrateur/PDG/DG ☐ mbre/Pdt du Directoire
☐ mbre du Cons. de surveillance ☐ pdt d'une association ☐ mbre d'un GIE ☐ associé/actionnaire
☐ autre (précisez) :

5. motif de la rupture du contrat de travail

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire | <input type="checkbox"/> départ à la retraite à l'initiative du salarié |
| <input type="checkbox"/> licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement | <input type="checkbox"/> rupture conventionnelle |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour motif économique | <input type="checkbox"/> prise d'acte de la rupture de contrat de travail |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour motif économique suite au refus d'un contrat de sécurisation professionnelle | <input type="checkbox"/> démission |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour fin de chantier ou d'opération | <input type="checkbox"/> fin de contrat d'apprentissage |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour autre motif,
(précisez) : <input type="text"/> | <input type="checkbox"/> rupture pour force majeure ou fait du prince |
| <input type="checkbox"/> autre rupture pour raison économique
(Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.) | <input type="checkbox"/> rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage |
| <input checked="" type="checkbox"/> fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel | <input type="checkbox"/> rupture anticipée du CDD pour faute grave |
| <input type="checkbox"/> fin de mission d'intérim | <input type="checkbox"/> rupture conventionnelle collective |
| <input type="checkbox"/> rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas d'incapacité physique constatée par le médecin du travail | <input type="checkbox"/> rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité |
| <input type="checkbox"/> fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur | <input type="checkbox"/> rupture dans le cadre d'un accord de performance collective |
| <input type="checkbox"/> fin de période d'essai à l'initiative du salarié | <input type="checkbox"/> licenciement du collaborateur parlementaire
(Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017) |
| <input type="checkbox"/> rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur | <input type="checkbox"/> démission avec versement d'une indemnité de départ volontaire (fonction publique) |
| <input type="checkbox"/> rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié | <input type="checkbox"/> rupture conventionnelle (fonction publique) |
| <input type="checkbox"/> mise à la retraite par l'employeur | <input type="checkbox"/> autre motif : <input type="text"/> |
- (précisez le motif, à choisir parmi la liste des motifs de fins de contrat dans la notice)

¹ Si au terme du CDD ou du contrat de mission intérimaire, vous avez proposé un CDI qui a été refusé, cochez la case "refus de CDI"

6.1 salaires

Salaires des 25 derniers mois, y compris le salaire du mois au cours duquel intervient la fin du contrat de travail (37 derniers mois pour les salariés âgés de 55 ans et plus au moment de la fin du contrat de travail)

Période de paie		Date de paiement	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours)	Nb de jours ou d'heures n'ayant pas été intégralement payés	Salaire brut servant aux calculs des droits de l'assurance chômage
du	au				
1		2	3	4	5
01	01/09/2025	30/09/2025	28/09/2025	71.20 heure(s)	845.81
02	01/10/2025	11/10/2025	01/10/2025	29.53 heure(s)	350.73
03					
04					
05					
06					
07					
08					
09					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26					
27					
28					
29					
30					
31					
32					
33					
34					
35					

Salaires des 25 derniers mois, y compris le salaire du mois au cours duquel intervient la fin du contrat de travail (37 derniers mois pour les salariées âgées de 55 ans et plus au moment de la fin du contrat de travail)

N'indiquez que les primes versées au cours des 25 ou 37 derniers mois.

6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

Indemnité compensatrice de congés payés

Montant : 67.76 EUR

L'indemnité est-elle due par une caisse professionnelle ? ☐ oui ☒ non

Si oui, précisez laquelle :

et précisez le nombre de jours ouvrables :

Total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture : 124.64 EUR

■ Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : 124.64 EUR
dont indemnités :

☐ légale de licenciement EUR
(Art. L. 1234-9 du C. du T.)

☐ minimale de rupture conventionnelle EUR
(Art. L. 1237-13 du C. du T.)
Montant correspondant à celui de l'indemnité
légale de licenciement

☒ de fin de contrat à durée déterminée 124.64 EUR

☐ de fin de mission EUR

☐ de départ à la retraite EUR

☐ spéciale de licenciement EUR

☐ spécifique de licenciement EUR
(Art. L. 1235-15 du C. du T.)

☐ due aux journalistes EUR

☐ légale de clientèle EUR

☐ légale due au personnel navigant de l'aviation civile EUR

☐ versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. EUR

☐ compensatrice de compte épargne temps (CET) EUR

☐ due en raison d'un sinistre EUR

☐ autres indemnités légales EUR

■ Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : EUR

■ Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : EUR

Une transaction est-elle en cours ? ☐ oui* ☒ non

* Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à France Travail.

7. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) :

LIOT

(prénom) :

Gérard

agissant en qualité de :

- ☐ chef d'entreprise ☐ directeur ☐ comptable ☐ mandataire liquidateur ☐ gérant
☐ responsable RH ☐ administrateur judiciaire ☒ autre (précisez) : Maire

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DREETS ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

À

Vadalle

le :

17/10/2025

Signature

Cachet de l'entreprise

Le Maire,

Gérard LIOT

Personne à joindre concernant cette attestation :
CROIZARD

Email : mairie@aussac-vadalle.fr

Téléphone : 0 5 4 5 2 0 6 1 6 0



**POUR S'INSCRIRE OU SE RÉINSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,
LE SALARIÉ EFFECTUE SA DEMANDE D'INSCRIPTION PAR INTERNET**

www.francetravail.fr - m'inscrire / me réinscrire.

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et aux articles 15 et 16 du règlement général sur la protection des données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de France Travail. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.